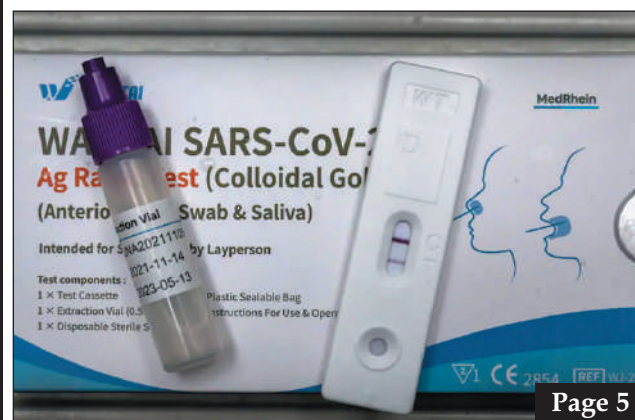


Le ministre Bholah détaille les activités prévues pour la Journée internationale des coopératives 2022



Un atelier marque la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite de drogues 2022

Une septième vague de Covid-19 frappe l'Europe



À 101 ans, il est condamné à 5 ans de prison pour crimes nazis



États-Unis

Une juge de Louisiane bloque l'interdiction d'avorter, premier acte d'un nouveau front judiciaire



Foot/News

Liverpool s'apprête à signer une sensation de 15 ans qui a déjà fait ses débuts professionnels



Arsenal confirme la signature de Matt Turner alors que le gardien arrive dans un contrat de 7,5 millions de livres sterling

A la télé aujourd'hui



07.00 Local: Profil
07.30 Local: Priorite Sante
08.09 Local: Rodrig: Sa Lavi-La
09.00 Mag: Happiness Is On The...
10.05 Morisien Konn Ou...
11.00 Mag: Top 100 Famous Actre...
12.00 Le Journal
12.30 Tele: Tanto Amor
13.15 Local Production: Les Klips

14.05 Local: Priorite Sante
14.35 D.Anime: Gon
15.20 D.Anime: The Hive
15.35 D.Anime: Booba
17.10 Serial: Superstore
17.35 Mag: The World Is Yours
18.00 Live: Samachar
18.30 Jijaji Chhat Par Hain
18.55 MBC Production
19.30 Journal & La Meteo
20.30 MBC Production
22.20 Film: Jeepers Creepers
Star: Gina Phillips, Justin Long...



07.00 DDI Live
10.00 Suhani Si Ek Ladki
12.00 Film: Ek Chitthi Pyar Bhari
Starring: Raj Babbar, Reena Roy
15.00 Live: Samachar
15.23 Saare Tujhyachsathi
15.49 Bommarillu
16.07 Sondha Bandham
16.25 Serial: Pyar Ke

Sadqay
16.49 Bhaag Na Bachhe Koi
17.10 Kullfi Kumarr Bajewala
17.31 Serial: Kulvadh
18.00 Serial: The Demi-Gods...
18.30 Local: DDI Magazine
19.00 Journal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.06 Programme In Marathi
21.00 Film: The Dream Sword
Star: Nora Miao Ke-Hsiu, Tsung Hua, Yueh Hua



06.00 Mag: Rev: Global Auto...
06.41 Mag: Red Carpet
07.02 Mag: Check In
08.46 Doc: Japanese Festival...
09.39 Mag: Euromaxx
15.52 Mag: Close Up
16.58 Mag: Healthy Living
18.00 Mag: Motorweek
18.30 Mag: Vous Et Nous

19.00 Student Support Prog...
19.35 Mag: The Inside Story
20.30 Local: News (English)
20.45 Doc: Castles
21.29 Les Montagnes Du Monde
22.23 Mag: Focus On Europe
23.31 Mag: Motorweek
00.12 Mag: Vous Et Nous
00.24 Doc: Persons
00.27 Mag: Arts.21
00.53 Mag: The Inside Story
01.45 Doc: Castles
01.48 Doc: Planet Home



01.45 Film: The Patriot, Le Chemin
04.40 Film: A Harvest Wedding
06.06 Tele: Marimar
06.54 Serial: Chicago PD
07.35 Film: Jonathan
09.15 L'Agence Tous...
10.01 La Femme De Lorenzo
10.42 Tele: Fierce Angel
11.03 New Amsterdam
12.00 Film: A Harvest

Wedding
13.30 Tele: Marimar
14.45 Film: Jonathan
16.27 L'Agence Tous...
17.18 Serial: Chicago PD
18.09 Tele: La Femme De Lorenzo
19.00 Tele: Fierce Angel
19.37 Serial: Creeped Out
20.05 Tele: Missing Bride
20.30 Serial: For Life
21.15 Film: Nobel Son
23.05 Tele: Marimar
23.53 L'Agence Tous Risques



07.00 Film: Phool
11.29 / 20.06 -Radha Krishna
12.00 / 20.26 - Anupamaa
12.31 / 20.02 - Mere Sai
13.08 / 20.46 - Agnipheera
13.32 / 21.09- Yeh Teri Galiyan
14.00 / 21.50 - Patiala Babes
14.32 / 22.15 - Main Maikhe Chali Jaungi Tum Dekhte

Rahiyo
14.47 / 21.46 - Yeh Hai Mohabbatein
15.25 Film: Zakhmi Dil
Starring Akshay Kumar, Ashwini Bhawe, Ravi Kishan
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Serial: Bhakharwadi
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
20.59 Anupamaa

France

Suppression de la redevance : l'audiovisuel public français se met en grève

En mars dernier, Emmanuel Macron a annoncé sa volonté d'inscrire dans le projet de loi sur le pouvoir d'achat la suppression de la redevance audiovisuelle. Une mesure qui inquiète les radios et chaînes de télévision qui craignent pour leur financement, mais aussi pour leur indépendance. Pour protester contre cette décision, ils ont appelé à cesser le travail.

C'est l'inquiétude générale à la télévision et radio publiques. En cause, la proposition de campagne d'Emmanuel Macron de supprimer la redevance audiovisuelle dès cet automne. « On supprimera les impôts qui restent, la redevance en fait partie », avait-il déclaré lors d'un échange avec 200 habitants de Poissy dans les Yvelines le 7 mars. Cette mesure figure dans la proposition de loi sur le pouvoir d'achat qui devrait être présentée le 6 juillet en Conseil des ministres.

Proposée en mars dernier pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages, elle inquiète grandement du côté de la télévision et de la radio publiques qui considèrent que cela pourrait menacer leur financement et leur indépendance. La redevance télévisée, qui s'élève à 138 euros en métropole et 88 euros outre-mer ne concerne que les foyers qui détiennent un téléviseur. Les autres en sont exemptés même s'ils regardent des programmes sur ordinateur, tablette ou smartphone. Cette ressource est devenue d'autant plus stratégique depuis la suppression de la publicité en soirée puis dans les programmes pour enfants, sur les chaînes du serv-



ice public.

Risque pour le financement et l'indépendance

Sa suppression entraînera un manque à gagner de plus de 3 milliards d'euros que l'Etat promet de compenser auprès des diffuseurs publics. Une solution que contestent ses opposants jugeant que le budget de l'audiovisuel public « ne peut être décidé par le gouvernement et soumis aux aléas du vote des lois de finances annuelles ». « Il doit disposer d'une ressource affectée, garantissant au mieux son indépendance économique et politique tant en termes d'information que de diversité culturelle », plaide un tract syndical. « Supprimer la redevance au nom du pouvoir d'achat menace l'existence de l'audiovisuel public », alertaient les syndicats, la veille, insistant sur le risque de « précariser et paupériser l'audiovisuel public en le basculant sur le budget général de l'Etat, donc aux arbitrages et aux pressions politiques incessantes ».

Le cas particulier d'Arte, chaîne publique franco-allemande, inquiète particulièrement. Son président, Bruno Patino, a averti, dans un entretien à l'AFP, qu'une baisse des financements français pourrait inciter Berlin à faire de même, mettant en péril l'avenir du média.

Grève et manifestation

Pour protester et défendre l'audiovisuel public, un mouvement de grève s'est organisé ce mardi perturbant les antennes de radio et les chaînes de télévision du service public. Les salariés de France Télévisions et Radio France, mais aussi de France Médias Monde (France 24, RFI, MCD), Arte et l'Ina étaient appelés à cesser le travail ce mardi par une intersyndicale CGT-CFDT-FO-SNJ-SUD-UNSA-CGC-CFTC. Seule de la musique pouvait ainsi être écoutée sur France info, France Inter ou encore France Culture en lieu et place des traditionnelles matinales, tandis que France 2 proposait des rediffusions d'extraits de Télématin. Des bandeaux annonçaient également la perturbation des antennes des chaînes d'info France 24 et franceinfo et du site internet de cette dernière. Un rassemblement est également prévu à midi à Montparnasse à Paris, pour un défilé en direction de l'Assemblée nationale. A Saint-Etienne aussi, près d'une trentaine de salariés en grève de France 3 Loire et de France Bleu Saint-Etienne Loire, soit la quasi-totalité de l'effectif de ces deux locales, ont participé à un rassemblement devant leurs locaux ce mardi matin.

Covid-19, Nice : la mairie sur le point d'imposer le masque dans les transports

L'épidémie repart à la hausse dans les Alpes-Maritimes. Face à la situation, la Métropole de Nice se met en ordre de bataille et annonce plusieurs mesures.

Au 24 juin, l'incidence était de 752 cas en moyenne pour 100.000 habitants dans notre département, soit le taux le plus élevé de la Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La circulation du virus est active et, même si « il n'y a pas encore d'impact majeur sur le système de santé », « la situation doit être prise avec beaucoup de sérieux et de préoccupation » indiquait dans nos colonnes le professeur Michel Carlès, chef du service des maladies infectieuses au CHU de Nice.

Au sein de la Métropole Nice Côte d'Azur, c'est le début des grandes manoeuvres. En marge du conseil métropolitain, lundi 27 juin, Christian Estrosi a annoncé plusieurs mesures.

Les transports, premiers visés

Alors qu'un retour du « pass vaccinal » est envisagé au 1er août, mais pas encore confirmé, le président de la Métropole préconise « un strict respect des gestes barrières. »

En premier lieu, « le port du masque dans les transports publics », suivant ainsi la recommandation formulée par la ministre de la Santé, qui demandait « aux Français de remettre le masque dans les transports » au micro de RTL.

Christian Estrosi va plus loin. « Je vais prendre un arrêté, sans doute dans les jours qui viennent, pour rendre

obligatoire l'usage du masque dans les transports en commun, car c'est un lieu de proximité, a déclaré le maire de Nice à nos confrères de France 3. Il en va de la santé de tous. »

Depuis le 16 mai dernier, l'ensemble des dispositifs de restriction sanitaire avait été levé par le gouvernement. Une accalmie de courte durée.

Le retour du vaccinodrome

En plus de ces prochaines consignes, la Métropole entend rouvrir les centres de dépistages des rues Saint-François de Paule et Max-Gallo à Nice, fermés fin mai.

La vaccination avait été déplacée au 10 rue Hancy après les fermetures successives des centres du Palais des Expos et du Quai Lunel.

Mais avec la recrudescence de l'épidémie, le plus grand vaccinodrome de l'Hexagone pourrait bien reprendre du service. Pour rappel, il avait déjà cessé son activité fin septembre avant d'être mobilisé début décembre.

Une remise en route uniquement « si le gouvernement venait à imposer un rappel systématique pour toute la population » a précisé Christian Estrosi.

Pour le moment, seules les personnes de plus de 60 ans, immunodéprimées ou atteintes de comorbidités sont concernées par le rappel.

Une injection qui peine toutefois à se développer. « Il y a un ralentissement, c'est une situation sur laquelle on peut alerter » confiait Michel Carlès à Nice-Presse.

Le ministre Bholah détaille les activités prévues pour la Journée internationale des coopératives 2022

Une série d'activités seront organisées pour marquer la 100e édition de la Journée internationale des coopératives, qui sera célébrée le 02 juillet 2022, a annoncé mardi le ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives, M. Soomilduth Bholah, lors d'une conférence de presse à Port-Louis.

Le thème choisi pour cette année par les Nations Unies et l'Alliance Coopérative Internationale est « Les coopératives construisent un monde meilleur ».

Le ministre Bholah a rappelé que le mouvement coopératif à Maurice remonte à quelque 109 ans. Le secteur, a-t-il souligné, a contribué de manière significative à assurer la sécurité alimentaire, à promouvoir la résilience à l'environnement, à fournir des emplois, à faciliter l'accès au financement et à promouvoir des valeurs telles que la solidarité, l'égalité et l'équité.

Actuellement, a-t-il dit, il y a 1 050 coopératives enregistrées dont 80 de Rodrigues. Le ministre a saisi l'occasion pour saluer la détermination des sociétés coopératives opérant à Rodrigues ajoutant qu'elles font un excellent travail dans la pro-



motion du secteur.

S'exprimant sur le thème de 2022, il a souligné qu'il convient le mieux dans le contexte du Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne, car les coopératives seront appelées à jouer un rôle plus important dans la stimulation de divers secteurs économiques.

Les activités organisées pour marquer la Journée internationale des coopératives

de cette année comprennent : une cérémonie de dépôt de gerbes le 30 juin 2022 aux Jardins de la Compagnie à Port Louis par le ministère en collaboration avec la Mauritius Cooperative Alliance Ltd ; lancement d'un « Rassemblement des Coopérateurs » au National Co-operative College (NCC) Bois Marchand le 02 juillet 2022 en présence du Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth ; une Foire du

marché coopératif à Quatre-Bornes le 04 juillet 2022 ; et des conférences radio sur le mouvement coopératif à Maurice et Rodrigues.

Une session de formation les 30 juin et 01 juillet 2022 sur la préparation de plats rodriguais sélectionnés qui sera assurée par six femmes coopératrices de Rodrigues au NCC est également au calendrier des activités.

Un atelier marque la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite de drogues 2022

Un atelier axé sur la lutte contre le trafic de drogue est organisé à l'Université de Maurice (UoM), à Réduit, dans le cadre des activités marquant la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogue 2022.

La Journée est célébrée le 26 juin de chaque année et le thème retenu est Relever les défis liés à la drogue dans les crises sanitaires et humanitaires.

Le vice-chancelier par intérim de l'UoM, le professeur S. K. Sobhee, le directeur général de la Mauritius Revenue Authority (MRA), M. Sudhamo Lal, le sous-commissaire de police (DCP), Anti-Drug and Smuggling Unit (ADSU), M. C Bhojoo, et la directrice du Forensic Science Laboratory (FSL), Mme Madhub-Dassynne, étaient présents.

L'événement est une initiative du Cabinet du Premier ministre en collaboration avec l'UoM, le FSL, la Mauritius Police Force (MPF) et le MRA.

Les résultats d'une recherche menée par l'UoM sur la consommation de drogues chez les jeunes adultes à Maurice et à Rodrigues : mesurer le coût socio-économique ont été présentés lors de l'événement.

Dans son allocution, le professeur Sobhee a souligné que la drogue est une nuisance ayant des coûts graves et sérieux impactant sur les sociétés et les familles. L'UoM, a-t-il souligné, dispense l'éducation nécessaire aux jeunes pour les encourager à lutter contre cette nuisance ainsi qu'à s'abstenir de consommer de la drogue.

Il a parlé de la contribution de l'UoM en termes de réalisation de recherches et d'enquêtes pour le bien-être économique du pays en donnant un aperçu des faits et des chiffres pour aider les organes chargés de l'application de la loi dans leurs tâches de protection de la société contre le fléau illicite qui dévaste la société. et le pays. Il a appelé la jeunesse, la société civile et la population à s'unir pour lutter contre cette nuisance mortelle.

Pour sa part, le directeur général Lal a souligné que l'un des rôles clés de la MRA est de protéger la société contre l'entrée de



drogues illégales aux frontières. La lutte contre la drogue, a-t-il souligné, est une lutte de longue date et sans fin et la MRA innove et utilise les dernières technologies pour suivre la drogue. Il s'agit notamment des derniers équipements de détection, notamment des scanners à rayons X, des bateaux d'interception rapides, des drones et des scanners corporels complets.

La MRA a, au cours des cinq dernières années, détecté des drogues pour un montant de quelque Rs 5 milliards et, dans le but d'améliorer ses services, a mis en place une hotline, l'initiative Stop Drug Platform et une application mobile, a-t-il ajouté.

Le Directeur général a souligné la nécessité d'une approche planifiée et cohérente et a appelé à un effort concerté des parties prenantes pour lutter contre le trafic de drogue et promouvoir une société plus sûre et plus saine.

Le DCP Bhojoo a déclaré que la journée internationale est observée pour rappeler aux citoyens de maintenir une société sans drogue. Le MPF ne ménagera aucun effort pour endiguer ce fléau, a-t-il rassuré. Les drogues, a-t-il fait remarquer, affectent toutes les sphères de la société, quels que soient les pays et les classes, en particulier les jeunes.

Il a souligné que le MPF est à l'avant-garde dans la lutte contre la drogue et s'est appesanti sur les différentes fonctions du MPF dans la lutte contre le trafic de drogue. Il a également parlé de la Cellule d'éducation de l'ADSU, dont l'objectif premier est de sensibiliser aux effets dévastateurs de la drogue sur les familles et la société.

En outre, il a déclaré que le gouvernement faisait de son mieux pour doter les forces de police d'équipements spécialisés et créer l'environnement le plus propice pour que les agents de police puissent assurer de manière cohérente l'application de la loi.

Quant à la directrice du FSL, Mme Madhub-Dassynne, elle a déclaré que selon le rapport mondial sur les drogues 2019 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, un demi-million de personnes sont décédées à cause du fléau de la drogue. La consommation de drogues devrait augmenter de 11% dans le monde et de 40% sur le continent africain, a-t-elle souligné. Ce fléau, a-t-elle souligné, freine le progrès social et économique.

La journée internationale vise ainsi à sensibiliser sur la toxicomanie physique et psychologique, les dommages et les conséquences du trafic de drogue ainsi que d'autres problèmes liés à la drogue, a-t-elle déclaré. Mme Madhub-Dassynne a en outre observé que le marché des drogues illicites est en constante évolution et passe des drogues traditionnelles telles que l'héroïne, le cannabis et la cocaïne à de nouvelles substances psychoactives telles que les drogues de synthèse.



États-Unis

Une juge de Louisiane bloque l'interdiction d'avorter, premier acte d'un nouveau front judiciaire

Une juge de Louisiane a temporairement suspendu lundi les lois interdisant aux femmes de cet État d'avorter, ajoutant à la confusion aux États-Unis depuis le revirement de la Cour suprême sur le sujet.

La haute juridiction a annulé vendredi l'arrêt «Roe v. Wade» qui depuis près de 50 ans garantissait le droit des Américaines à interrompre leur grossesse, rendant aux États la liberté d'interdire les avortements.

Plusieurs se sont immédiatement empressés de déclarer les IVG illégales sur leur territoire, en s'appuyant notamment sur des lois restées en sommeil jusqu'ici. D'autres ont l'intention de réduire les délais pour avorter.

Mais la contre-offensive légale n'a pas tardé, avec des plaintes déposées devant les tribunaux des États plutôt que devant la justice fédérale.

En Louisiane, une clinique et des étudiants en médecine ont attaqué les trois lois interdisant les IVG, arguant qu'elles sont trop «vagues» puisqu'elles ne précisent pas clairement les exceptions ou les peines associées.

La juge Robin Giarusso a bloqué lundi ces lois jusqu'à une audience le 8 juillet.

«Les avortements peuvent reprendre en

Louisiane», a immédiatement tweeté le Centre pour les droits reproductifs, qui représentait les plaignants.

«Chaque jour où une clinique est ouverte peut faire une différence dans la vie de quelqu'un», a ajouté sa présidente Nancy Northup dans un communiqué.

Cette victoire pourrait n'être que de courte durée, le procureur général de Louisiane Jeff Landry ayant promis «de faire tout ce qui est en (son) pouvoir pour s'assurer que les lois protégeant les enfants à naître entrent en vigueur».

Des batailles comparables se jouent dans tout le pays. En Utah, la puissante association de planification familiale Planned Parenthood a déposé plainte samedi contre l'interdiction des IVG, au motif qu'elle viole la Constitution de l'État.

Le même argument est avancé en Floride par les détracteurs d'une loi ramenant à 15 semaines le délai légal pour avorter, qui doit entrer en vigueur vendredi.

D'autres procédures ont lieu dans l'Ohio ou le Kentucky, notamment.



Cette guérilla devrait retarder l'échéance, mais, selon l'institut Guttmacher, la moitié des États, surtout dans le sud et le centre conservateurs et religieux, devraient à plus ou moins long terme interdire les avortements sur leur sol.

À 101 ans, il est condamné à 5 ans de prison pour crimes nazis

La justice allemande a condamné mardi à une peine cinq ans de prison un ancien gardien de camp de concentration nazi, Josef Schütz, 101 ans, la personne la plus âgée à être reconnue coupable de complicité de crimes commis pendant l'holocauste.

Cet ancien sous-officier des Waffen SS a été jugé coupable de «complicité» dans le meurtre d'au moins 3500 prisonniers lorsqu'il opérait entre 1942 et 1945 dans le camp de Sachsenhausen, au nord de Berlin.

«Pendant trois ans, vous avez regardé comment des prisonniers étaient torturés et tués sous vos yeux (...) par votre positionnement sur le mirador du camp de concentration, vous aviez constamment la fumée du crématorium dans le nez», a déclaré le président du tribunal de Brandebourg-sur-la-Havel (Est) Udo Lechtermann.

«Toute personne voulant fuir le camp était fusillée. Ainsi, tout gardien de camp a participé activement à ces meurtres, a-t-il ajouté.

«Il y a des endroits où on ne doit pas être et des choses qu'on ne doit pas faire», a-t-il conclu.

À l'annonce de la sentence, plus importante que le minimum de trois ans de prison pour complicité de meurtres inscrit dans le droit allemand, l'accusé en chaise roulante, habillé d'une chemisette grise et d'un pantalon de pyjama, est resté stoïque.

Son avocat, Stefan Waterkamp, a dans la foulée annoncé qu'il irait en cassation, repoussant au mieux à 2023 une application de cette peine qui semble hypothétique étant donné l'état de santé fragile de M. Schütz.

Aucun regret

Jamais au cours de la trentaine d'audiences il n'aura exprimé le moindre regret.

Au contraire, lundi il a encore nié toute implication, se demandant «pourquoi il était là», et affirmé que «tout est faux» à son sujet.

Josef Schütz a avancé plusieurs récits sur son passé, parfois contradictoires.

Dernièrement, il a prétendu avoir quitté la Lituanie au début de la Seconde Guerre mondiale pour rejoindre l'Allemagne où il aurait travaillé comme ouvrier agricole durant tout le conflit.

Une version contestée par plusieurs documents historiques mentionnant notamment son nom, sa date et son lieu de naissance prouvant qu'il avait bien été affecté de fin 1942 à début 1945 à la division «Totenkopf» (Tête de mort) des Waffen-SS.

Après la guerre, il a été transféré dans un camp de prisonniers en Russie puis s'est installé dans le Brandebourg (région autour de Berlin), travaillant comme paysan puis serrurier, sans jamais être inquiété.



«Avertissement»

«La peine correspond aux attentes des plaignants, justice a été rendue», s'est félicité l'avocat de 11 des 16 parties civiles Thomas Walther.

«Jamais je ne pourrai lui pardonner: tout être humain faisant face à des atrocités a le devoir de s'y opposer», a cependant fustigé, larmes aux yeux, Antoine Grumbach, 80 ans, dont le père, engagé dans la résistance en France, est mort à Sachsenhausen.

«Ce verdict marque un engagement pénal pour l'avenir et représente un avertissement aux auteurs de crimes de masse: quel que soit leur niveau de responsabilité, leur responsabilité juridique est engagée», a expliqué à l'AFP Guillaume Mouralis, directeur de recherche au CNRS et membre du Centre Marc Bloch à Berlin.

Entre son ouverture en 1936 et sa libération par les Soviétiques le 22 avril 1945, le camp de Sachsenhausen a vu passer quelque 200 000 prisonniers, principalement des opposants politiques, des juifs et des homosexuels.

Des dizaines de milliers d'entre eux ont péri, victimes principalement d'épuisement dû au travail forcé et aux cruelles conditions de détention.

Pourtant «simple» gardien de camp, M. Schütz a été condamné à une lourde peine comparée à d'autres décisions récentes, illustrant la sévérité accrue, quoique jugée très tardive par les victimes, de la justice allemande.

En juillet 2020, un tribunal avait infligé une peine de deux ans de prison avec sursis à un ex-gardien du camp de Stutthof, Bruno Dey, 93 ans.

Le cas le plus emblématique a été la condamnation à cinq ans de prison de l'ancien gardien du camp d'extermination de Sobibor, John Demjanjuk, en 2011. Il avait fait appel et était décédé un an plus tard, sans avoir été incarcéré.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR RESIDENTIAL FOR LANDUSE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Modologist Ltd will apply to the Municipal Council of Vacoas/Phoenix for a Buildin and Land Use Permit for a proposed convention of an ground floor existing residential building into Dormitory at Barbeaux Lane Highland.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge in writing to the above-named Council within 15 days from the date of this publication.

Date: 29/06/2022

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR RESIDENTIAL FOR LANDUSE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Alamhow Co Ltd will apply to the Municipal Council of Vacoas/Phoenix for a Building and Land Use Permit for a proposed convention of an first floor existing residential building into Dormitory at Barbeaux Lane Highland.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge in writing to the above-named Council within 15 days from the date of this publication.

Date: 29/06/2022

Au moins 46 migrants découverts morts dans un camion au Texas

Un camion transportant des migrants a été découvert lundi avec 46 cadavres dans sa remorque à San Antonio, au Texas (sud des États-Unis), après une journée de forte chaleur, et trois personnes ont été interpellées, ont indiqué les autorités.

La tragédie, l'une des pires en matière migratoire ces dernières années, intervient cinq ans après un drame similaire dans la même ville, où dix clandestins avaient perdu la vie dans une remorque surchauffée.

« Nous avons jusqu'ici pris en charge environ 46 corps », a indiqué Charles Hood, chef des pompiers de la ville, lors d'une conférence de presse tenue à la fin d'une journée où la température a frôlé les 40°C.

Seize personnes — douze adultes et quatre enfants — ont été prises en charge et étaient « conscientes » lors de leur transport vers des hôpitaux des environs, a-t-il précisé.

« Nous sommes confrontés ce soir à une horrible tragédie humaine », a commenté Ron Nirenberg, maire de San Antonio. « Nous espérons que les personnes responsables d'avoir placé ces gens dans de telles conditions inhumaines seront poursuivies dans toutes les limites de la loi ».

Les camions tels que celui retrouvé à San Antonio, grande ville du Texas à environ 240 km de la frontière avec le Mexique, sont un moyen de transport fréquemment utilisé par des migrants souhaitant entrer aux États-Unis.

Un tel voyage est extrêmement dangereux, d'autant que ces véhicules sont rarement climatisés et que leurs occupants



en viennent rapidement à manquer d'eau.

« Les patients que nous avons vus étaient brûlants au toucher, ils souffraient de coups de chaleur, d'épuisement dû à la chaleur, on n'a pas trouvé trace d'eau dans le véhicule », a énuméré le chef des pompiers.

« Appel au secours »

Le charnier a été découvert par un individu travaillant non loin, qui a « entendu un appel au secours » et s'est approché pour voir de quoi il retournait, a raconté le chef de la police de San Antonio, William McManus, lors de la conférence de presse.

Trois personnes ont été interpellées, a-t-il précisé, mais « nous ne savons pas si

elles sont absolument liées à ceci ou non ».

L'enquête, désormais fédérale, a été confiée aux enquêteurs du ministère de la Sécurité intérieure, a précisé M. McManus.

Quelque 60 pompiers ont été mobilisés pour prendre en charge les dépouilles et vont recevoir un accompagnement psychologique, a précisé leur chef Charles Hood. « On n'est pas censés ouvrir un camion et y trouver des piles de corps », a-t-il dit pour expliquer le traumatisme auquel ses hommes ont été confrontés.

« Tragédie »

Le ministre mexicain des Affaires étrangères Marcelo Ebrard a regretté sur Twitter une « tragédie ».

Il a indiqué que le consul mexicain à San Antonio s'était rendu sur place et avait appris que deux des quatre enfants hospitalisés étaient de nationalité guatémaltèque.

Le drame « a très probablement été perpétré par des trafiquants », a-t-il jugé.

Le gouverneur républicain du Texas Greg Abbott s'est immédiatement saisi du drame pour en rejeter la faute sur le président démocrate Joe Biden.

« Ces morts sont (de la responsabilité de) Biden. Elles sont le résultat de sa politique mortelle d'ouverture des frontières », a-t-il attaqué.

Les arrivées de migrants clandestins ont fortement augmenté après l'élection de Joe Biden, bien que ce dernier tente depuis son arrivée à la Maison-Blanche d'endiguer l'afflux migratoire en confiant notamment cet épineux dossier à sa vice-présidente Kamala Harris.

En juillet 2017, une tragédie similaire avait marqué les esprits: dix migrants avaient trouvé la mort dans une remorque surchauffée garée sur un stationnement de supermarché près de San Antonio.

À l'époque, les services de l'immigration avaient indiqué que la température dans la remorque, où des dizaines de migrants avaient pris place, avait pu grimper jusqu'à 65°C.

Le conducteur du camion, qui avait affirmé ne pas avoir remarqué qu'il transportait une centaine de personnes dans sa remorque, a été condamné en avril 2018 à la perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle.

Une septième vague de COVID-19 frappe l'Europe

L'Europe connaît actuellement une septième vague de COVID-19, qui s'explique en grande partie par l'échappement immunitaire des nouveaux variants, c'est-à-dire une forte capacité à résister aux protections induites par la vaccination et les précédentes infections.

Érosion de l'immunité avec le temps

L'Europe a replongé, en ce début d'été, dans une septième vague marquée, un peu partout, par un rebond des contaminations.

En cause, un relâchement des gestes arriérés, mais aussi, une baisse de notre immunité.

On sait désormais que la protection conférée par les vaccins et par les précédentes infections s'érode au bout de quelques mois.

« Les personnes qui ont contracté une infection par Omicron BA.1 en décembre sont moins bien protégées qu'elles ne l'étaient en début d'année », résume à l'AFP Samuel Alizon, directeur de recherche au centre de recherche français CNRS. « Il en va de même pour l'immunité conférée par les vaccins: même si elle demeure très robuste contre les formes sévères, elle diminue un peu contre les infections moins sévères ».

BA.4 et BA.5 en embuscade

Mais cette nouvelle vague s'explique aussi, selon les scientifiques, par la progression de nouveaux sous-variants d'Omicron, BA.4 et surtout BA.5.

En France, selon le dernier bulletin de Santé publique France, un remplacement progressif de BA.2 est observé depuis plusieurs semaines avec une progression de la détection de BA.5 (41%) et BA.4 (6%) la semaine du 13 au 19 juin.

Ces sous-variants se propagent d'autant plus rapidement qu'ils semblent bénéficier d'un double avantage de contagiosité et



d'échappement immunitaire, c'est-à-dire une forte capacité à échapper à la réponse immunitaire.

C'était déjà le cas pour le sous-variant d'Omicron BA.1 qui était bien plus capable que Delta d'infecter des hôtes vaccinés ou déjà contaminés.

Réinfections

On a longtemps pensé qu'une infection tenait lieu de protection, du moins pendant quelques temps.

Mais avec la famille Omicron, il semble qu'il n'en est rien, souligne une étude de l'Imperial College publiée mi-juin dans Science.

Les scientifiques ont analysé des échantillons de sang de plus de 700 travailleurs de la santé au Royaume-Uni. Tous avaient reçu trois doses de vaccin contre le Covid-19 et avaient été infectés par la souche historique ou des variants.

Leurs résultats ont souligné que les personnes précédemment contaminées par Omicron présentaient une bonne réponse immunitaire contre la souche initiale du coronavirus et ses premiers variants, mais faible contre Omicron lui-même.

On pensait que l'infection à Omicron pouvait presque « être bénéfique, comme une sorte de "rappel naturel" », a indiqué à

l'AFP Rosemary Boyton, co-auteur de l'étude. « Ce que nous avons découvert, c'est qu'il stimule mal l'immunité contre lui-même, voire pas du tout dans certains cas. Ceci, ainsi que le déclin immunitaire après la vaccination, peuvent expliquer l'augmentation massive que nous constatons à nouveau dans les infections, beaucoup de personnes étant réinfectées à de courts intervalles ».

Relever le niveau de protection

« On est face à des variants hautement contagieux, qui sont un peu des agents furtifs passant en dessous des radars des défenses immunitaires; c'est une vraie complexité de la bande d'Omicron », soulignait la semaine dernière Gilles Pialoux, chef de service à l'hôpital Tenon, à Paris.

Ces variants « très contagieux nécessitent qu'on hausse le niveau de protection des plus fragiles », ajoutait-il.

Car, et c'est une bonne nouvelle, les vaccins restent efficaces contre les formes graves de la maladie.

Pour la plupart des pays européens, la priorité absolue, c'est que les personnes âgées et immunodéprimées reçoivent une deuxième dose de rappel.

« Actuellement, le niveau d'immunité de la population est bon, mais pas parfait », soulignait dimanche Alain Fischer, président du conseil d'orientation de la stratégie vaccinale française. « C'est pour cela qu'il faut recommander un deuxième rappel aux plus de 60 ans et aux personnes fragiles, dont le système et la mémoire immunitaire sont moins robustes ».

Ukraine: 16 morts dans une frappe russe sur un centre commercial, «crime de guerre»

Un bombardement russe a fait au moins seize morts dans un centre commercial en Ukraine, selon les secours, provoquant une vive condamnation des pays du G7 réunis en Allemagne, qui ont dénoncé un «crime de guerre».

«À l'heure actuelle, nous avons connaissance de 16 morts et de 59 blessés, dont 25 sont hospitalisés. Les informations sont en cours d'actualisation», a indiqué Sergiy Kruk sur Telegram dans la nuit de lundi à mardi.

Les secours à Kremenchouk, dans le centre du pays, se concentrent principalement sur le «sauvetage, l'enlèvement des débris et l'extinction des incendies», selon M. Kruk.

Il a ajouté que «tous les groupes d'intervention travaillent en mode intense» et que «les travaux se poursuivront 24 heures sur 24.»

Une frappe russe a également tué dans la journée huit civils à un point de distribution d'eau dans l'est, selon Kiev, qui en a appelé au G7 pour mettre fin à la guerre.

C'est «l'un des actes terroristes les plus éhontés de l'histoire européenne», a déclaré le président ukrainien Volodymyr Zelensky à propos du bombardement d'un centre commercial de Kremenchouk, une cité à 330 km au sud-est de Kiev, et à plus de 200 km du front.

Il a frappé «une ville paisible, un centre commercial ordinaire, avec à l'intérieur des femmes, des enfants, des civils ordinaires», a-t-il souligné.

«Les attaques indiscriminées contre des civils innocents constituent un crime de guerre», ont déclaré dans la soirée les dirigeants du G7 depuis leur sommet dans le sud de l'Allemagne, dans une déclaration qui «condamne solennellement l'attaque abominable» et assure que Vladimir Poutine devra «rendre des comptes».

Le président français Emmanuel Macron a dénoncé une «horreur absolue» et a appelé le peuple russe à «voir la vérité» en face.

Cela «ne fera que renforcer la détermination» des Occidentaux à soutenir l'Ukraine, a lâché le premier ministre britannique Boris Johnson.

Selon l'armée de l'air ukrainienne, le centre commercial a été atteint par des missiles antinavires Kh-22 tirés par des bombardiers à long rayon d'action Tu-22, de la région russe de Koursk.

À New York, le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric a rappelé que les belligérants étaient tenus par le droit international de «protéger les civils et les infrastructures civiles», jugeant la nouvelle frappe «totalement déplorable».

Une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU sur les derniers bombardements russes contre des cibles civiles en Ukraine est prévue mardi à 19H00 GMT, a-t-on appris auprès de la présidence albanaise de l'instance onusienne.

«Tiré sur une foule»

Quelques heures après l'annonce du bombardement de Kremenchouk, les autorités ukrainiennes ont annoncé une autre frappe russe meurtrière contre des civils, à Lyssytchansk, une poche de résistance ukrainienne stratégique dans le bassin du Donbass (est).

Dans cette ville jumelle de celle de Severodonetsk, récemment prise par les Russes, au moins huit civils ukrainiens ont été tués et plus de vingt autres, dont deux enfants, ont été blessés pendant qu'ils collectaient de l'eau à partir d'une citerne», a annoncé le gouverneur régional de la région de Lougansk, Serguï Gaïdaï.



«Les Russes ont tiré sur une foule de gens avec des lance-roquettes multiples Ouragan», a-t-il dénoncé.

Lyssytchansk est la dernière grande ville restant à conquérir pour les Russes dans cette province.

«Nos défenseurs tiennent la ligne, mais les Russes réduisent la ville en ruines par l'artillerie, l'aviation... L'infrastructure est complètement détruite» a détaillé M. Gaïdaï.

La conquête du Donbass, déjà en partie tenu par des séparatistes prorusses depuis 2014, est l'objectif prioritaire des Russes depuis qu'ils ont évacué les environs de Kiev fin mars.

De nouvelles frappes russes sur la grande ville de Kharkiv, dans le nord-est de l'Ukraine, ont par ailleurs fait lundi soir cinq morts et 22 blessés, dont cinq enfants, ont affirmé les autorités locales.

«Aussi longtemps qu'il faudra

Dans une allocution par visioconférence, avant l'annonce des attaques de Kremenchouk et de Lyssytchansk, Volodymyr Zelensky a signifié aux dirigeants du G7 rassemblés au château d'Elmau, dans les Alpes bavaroises, que ce n'était «pas le moment de la négociation» avec Moscou et a insisté sur la «nécessité d'un soutien plein, entier, très opérationnel à l'Ukraine», selon des propos rapportés par la présidence française.

SUBSTITUTED SERVICE BY WAY OF PUBLICATION AS ORDERED BY THE INTERMEDIATE COURT OF MAURITIUS ON 15th JUNE 2022

IN THE INTERMEDIATE COURT OF MAURITIUS

In the matter of:-

Cause No. 741/21

1. Abdool Bassir BANE,EE,
2. Mrs Beebee Feedoo EMAMBUCCUS, the lawful wife of Abdool Bassir BANE,EE, of Rue Laperouse, Eau Coulee, Curepipe.

PLAINTIFFS

V/S

1. Marie Françoise GOPALSAMY, divorce wife of Mr Ravindranath LOCHUNAH, Clairfonds No. 1, Phoenix.
2. Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, of Jawaharlal Nehru Street, Phoenix
3. Ameenah Eiliyah KAUSMALLY, of same place.

DEFENDANTS

TAKE NOTICE you, Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, Defendant No. 2, that the above matter was called for Proforma before the above Court, on 15/06/2022 and has now been postponed to 04th day of July 2022 at 9.30 a.m., for substituted service to be effected upon you by way of publication in two dailies.

TAKE FURTHER NOTICE that you, Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, Defendant No. 2, are hereby most formally required, called upon and summoned to appear on 04th July 2022, at 9.30 a.m. before the Intermediate Court, New Court House, Port-Louis to show cause, if any, against the Plaint filed against you.

WARNING YOU THAT the said matter will be proceeded with on the day and at the hour aforesaid whether you be present or not.

Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 16th day of June 2022

Me. H. B. Ally Rojubbally
Of 501, Sterling Tower, 14, Poudriere Street, Port-Louis
PLAINTIFFS' ATTORNEY

To/

Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, of Jawaharlal Nehru Street, Phoenix.

SUBSTITUTED SERVICE BY WAY OF PUBLICATION AS ORDERED BY THE INTERMEDIATE COURT OF MAURITIUS ON 15th JUNE 2022

IN THE INTERMEDIATE COURT OF MAURITIUS

In the matter of:-

Cause No. 740/21

1. - Mr Reshad BAUHAL
2. - Mrs Sabilah Beebee HOOZEER, the lawful wife of Reshad BAUHAL, both old age pensioners of Goomany Lane, Jawaharlal Nehru Street, Clairfonds No. 1, Phoenix,

PLAINTIFFS

V/S

1. - Marie Françoise GOPALSAMY, divorced wife of Mr. Ravindranath LOCHUNAH, Clairfonds No. 1, Phoenix.
2. - Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, of Jawaharlal Nehru Street, Phoenix
3. - Ameenah Eiliyah KAUSMALLY, of same place.

DEFENDANTS

TAKE NOTICE you, Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, Defendant No. 2, that the above matter was called for Proforma before the above Court, on 15/06/2022 and has now been postponed to 04th day of July 2022 at 9.30 a.m., for substituted service to be effected upon you by way of publication in two dailies.

TAKE FURTHER NOTICE that you, Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, Defendant No. 2, are hereby most formally required, called upon and summoned to appear on 04th July 2022, at 9.30 a.m. before the Intermediate Court, New Court House, Port Louis to show cause, if any, against the Plaint filed against you.

WARNING YOU THAT the said matter will be proceeded with on the day and at the hour aforesaid whether you be present or not.

Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 16th day of June 2022

Me. H. B. Ally Rojubbally
Of 501, Sterling Tower, 14, Poudriere Street, Port-Louis
PLAINTIFFS' ATTORNEY

To/

Mrs Marie Shellan Cindy LOCHUNAH, of Jawaharlal Nehru Street, Phoenix.

NOTICE UNDER SECTION 36 (2) (C) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Private Company "MG Gold & Diamond Ltd" has by a Special Resolution passed on 08th June 2022 resolved to change its name to "MANDICO LTD", as evidenced by a certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on 16th June 2022.

Dated this 24th June 2022

The Director

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE 24. NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Vacoas Evangelical Church will apply to the Municipal Council of Vacoas/Phoenix for a Building and Land Use Permit for a proposed Place of Worship at Avenue John Kennedy, Vacoas

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 29/06/2022

Foot/News

Eriksen rejette l'offre de Ten Hag de rejoindre Man.Utd

Selon 'The Guardian', Christian Eriksen a rejeté l'offre de Manchester United.
Le milieu de terrain pourrait rester à Brentford.

Christian Eriksen doit prendre une décision concernant son avenir. Après avoir été victime d'un arrêt cardiaque lors des derniers Euros, le milieu de terrain danois a su revenir au plus haut niveau avec Brentford et plusieurs clubs s'intéressent à lui.

Manchester United a fait une offre à la demande d'Eriksen Hag, qui a spécifiquement demandé au club de signer Eriksen pour la saison prochaine. Cependant, le milieu de terrain de 30 ans a décidé de rejeter l'offre des "Red Devils".

Selon 'The Guardian', Eriksen ne veut pas vivre à Manchester car il est installé à Londres. De plus, il a promis à Tottenham qu'il ne signerait pour aucun des "Big Six" de la Premier League.

Dans cette optique, tout semble indiquer qu'Eriksen pourrait rester encore un peu à Brentford. "Les Abeilles" espèrent pouvoir garder le joueur pour la saison prochaine, mais sachez que ce ne sera pas facile en raison du haut niveau d'intérêt pour le joueur du monde entier.

"Je sais que nous avons encore une chance et j'espère qu'il se décidera dans les deux prochaines semaines car il est en vacances en ce moment. L'accord est qu'il m'appellera et me fera savoir ce qu'il veut faire. Il n'a toujours pas décidé.", Thomas Frank, manager du club anglais, a déclaré à 'AS' dans une interview.



NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001 DAVOS INTERNATIONAL ADVISORY LTD. (the "Company")

Notice is hereby given that the Company, having its registered office address at Fifth Floor, Ebene Esplanade, 24 Cybercity, Ebene, Mauritius, is applying to the Registrar of Companies to remove the Company from the register of companies, in accordance with Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001.

The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objections to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be made with the Registrar of Companies, One Cathedral Square, Pope Hennessy Street, Port Louis, Mauritius, not later than 28 days from the date of this notice.

International Proximity

Company Secretary

Dated this 27th day of June 2022

LEGAL NOTICE IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS

(Commercial Division)

In the matter of: SC/COM/PWS/01503/2016

ELEMECH LTD

PLAINTIFF

Versus

Société Residences Kensington & 43 Others

DEFENDANTS

In compliance with a Judge's Order made by The Honourable J. LAU YUK POON, Judge of the Supreme Court, on the 9th June, 2022, the Abovenamed Plaintiff has been authorized to effect substituted service, in lieu of personal service, on the **Hereundernamed Defendants Nos. 1, 4, 5, 6, 7, 12, 13, 15, 23, 24, 29, 30, 32, 34, 36, 38, 40, and 44**, by way of publication and by posting up.

TAKE NOTICE that you, the Hereundernamed **Defendants Nos. 1, 4, 5, 6, 7, 12, 13, 15, 23, 24, 29, 30, 32, 34, 36, 38, 40, and 44**, in order that you may not plead or pretend ignorance of same that the Abovenamed Plaintiff has entered a Complaint with Summons (SC/COM/PWS/01503/2016) against you before the Commercial Division of Supreme Court of Mauritius, praying for a Judgment condemning and Ordering the Defendants Nos. 1 to 44, mentioned in the heading of the Complaint, jointly and in solido or in the alternative, each individually, to pay to the Plaintiff:-

- the sum of Rs. 2,517,813.28;
- Interests at legal rate on the sum of Rs. 1,624,665.04 as from December 2009 and on the balance of Rs. 893,148.28 as from July 2011 until final payment.
- the costs of the notice dated 08/04/2014 and the notice dated 19/01/2016 and
- the costs of the case.

NOW TAKE NOTICE THAT you the Hereundernamed **Defendants Nos. 1, 4, 5, 6, 7, 12, 13, 15, 23, 24, 29, 30, 32, 34, 36, 38, 40, and 44**, are hereby informed that the above matter will be mentioned on **Monday the 25th day of July, 2022 at 10.30 hours for Physical Appearance**, before the Commercial Division of the New Supreme Court, Room 15, 5th Floor, Corner Desroches and Edith Cavell Streets, Port Louis for you, the Hereundernamed Defendants to answer the Plaintiff in the present matter (copy of the complaint lodged in the present matter is available for collection at the office of the Undersigned Attorney at Law).

WARNING YOU, the Hereundernamed **Defendants Nos. 1, 4, 5, 6, 7, 12, 13, 15, 23, 24, 29, 30, 32, 34, 36, 38, 40, and 44**, that the above matter will be proceeded with on the day and at the hour aforesaid, whether you be present or not on the floor of the Commercial Division of the New Supreme Court, Room 15, 5th Floor, Corner Desroches and Edith Cavell Streets, Port Louis on **25th July 2022 at 10.30 hours**.

Under all legal reservations

Dated at Port Louis, this 13th day of June 2022.

JAYKAR GUJADHUR SA

of Madun Gujadhur Chambers LLP

Unit 601, 5th Floor, Chancery House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis

ATTORNEY FOR THE PLAINTIFF, instructing Mr. A. MOOLLAN SC

To/

The hereundernamed Defendants.

- **Société Residences Kensington (Defendant No. 1)**, having its Seat at Kensington Palms, Avenue Sir Guy Forget. Quatre-Bornes, represented by its Manager Mr. Hemant Kumar JUDDOO, of same address,
- **Mrs. Marie Roseline Casset (Defendant No. 4)**, of lot No. 9, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Mr. Gamal Adil Hassenje Seetal (Defendant No. 5)**, of lot No 10. Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre Bornes,
- **Mrs. Karuna Danvers (Defendant No. 6)**, of No 11, Kennington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre Bornes,
- **Mrs. Marie Lourdes Josiane Angoh Sigel (Defendant No. 7)**, of in No 13, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Ms. Marie Lolita Robert (Defendant No. 12)**, of lot No.16, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Mr. Kenny John Lam Yong (Defendant No. 13)**, of lot No.17. Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue Quatre-Bornes,
- **Mrs. Nahid Katrada (born Patel) (Defendant No. 15)**, of lot No. 20, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes
- **Mr Goolam Nabee Ramjane (Defendant No. 23)**, of lot No.25, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Mrs. Goolam Nabee Ramjane (Defendant No. 24)** of lot No.25, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Sunrise Realty Ltd (Defendant No. 29)**, having its registered office at Lot No.30, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Mr Haresh Mangharam Tulsidas (Defendant No. 30)**, of Lot No.33, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue. Quatre-Bornes,
- **Yomafaso Ltd. (Defendant No. 32)** having its registered office at tot No. 35, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes, represented by its Director or Manager of same address,
- **Parisette Ltd (Defendant No. 34)**, having its registered office at lot No.39, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes, represented by its Director or Manager of same address,
- **Mr. Hayder Mallam-Hasham (Defendant No. 36)**, of Lot No.8, Kensington Palms, Sir Guy Forget, Avenue, Quatre-Bornes,
- **Mr. Modhsankur Geerjanan (Defendant No. 38)**, of Lot No. 12, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Ms. Suzy Iline Pilois Sunassee (Defendant No. 40)**, of Lot No. 17, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre-Bornes,
- **Mrs. Shalinta Sanassy (born Rutnee) (Defendant No. 44)**, of Lot No.39, Kensington Palms, Sir Guy Forget Avenue, Quatre Bornes.

NOTICE



NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that **C-Care (Mauritius) Ltd trading as C-Care Darné** will apply to the Municipal/District Council of Curepipe for a Building and Land Use Permit for the proposed Installation of three (3) numbers Industrial Engines (500 kVA/ 3-ph, 400V Diesel Generators) and a Cancer Centre at C-Care Darné, Floréal, within the existing premises of C-Care Darné.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 29 June 2022

NOTICE FOR CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Mr. Rabindra Suren Rishi ISSUR and Mrs. Vandana ISSUR (born SEETOHUL) of 60A, Mahant Kabir Temple Road, Bonne Terre, Vacoas, have applied to the Honourable Attorney-General for leave to change the names of their minor daughter Emilia Aashi into that of Gia so that in the future she shall bear the name and surname Gia ISSUR.

Objections, if any, should be filed in the registry of the Office of the Attorney-General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Applicants: Mr. Rabindra Suren Rishi ISSUR and Mrs. Vandana ISSUR (born SEETOHUL)

Date: 22 June 2022.

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Mr Aamir DULLOO**, electing his legal domicile in the office of Me. Georgy NG WONG HING, Attorney at Law, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change his name **Aamir** into those of **Aiden Aamir**, so that in the future, he shall bear the names and surname of **Aiden Aamir DULLOO**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 21st day of June 2022.

Mr Aamir DULLOO.

Applicant

Foot/News

Liverpool s'apprête à signer une sensation de 15 ans qui a déjà fait ses débuts professionnels

Liverpool est sur le point de signer la sensation de 15 ans Trent Kone-Doherty de Derry City.

L'ailier devrait rejoindre les Reds le mois prochain, Derry ayant reçu une somme à six chiffres en guise de compensation, selon des informations en Irlande. Kone-Doherty a impressionné en tant que membre de la première équipe de Derry après avoir fait ses débuts plus tôt cette année.

Il a été sélectionné huit fois pour les équipes des moins de 16 ans et des moins de 17 ans de la République d'Irlande et l'adolescent est maintenant le dernier parmi les jeunes ailiers passionnés de Liverpool. Et le manager des moins de 17 ans de Derry lui a conseillé de réussir à Anfield, citant son rythme et sa volonté de s'améliorer comme ses plus grands atouts.

Boyle a déclaré au Derry Journal : « Trent a certainement tous les attributs pour bien faire. Il a ce facteur X, il a quelque chose de spécial. Son aptitude en tête-à-tête est excellente. Il a un rythme sérieux, sérieux, mais la chose la plus importante à son sujet est qu'il a une attitude brillante.

« Il est tellement réceptif à l'information, il veut apprendre tout le temps et c'est aussi un excellent coéquipier. Ces qualités, ainsi que ses capacités physiques et techniques, lui permettront d'aller loin parce que c'est un bon gars avec qui travailler et, comme je l'ai dit, il veut apprendre et s'améliorer. Espérons que cela lui mènera très loin dans le jeu.

« Bien sûr, ça va être dur. La Premier League est un environnement difficile, mais vous savez quoi, Trent a une très, très bonne chance parce qu'il a ce quelque chose de spécial.

Pensez-vous que Liverpool a la meilleure académie d'Angleterre ? Faites le nous savoir dans la section « Commentaires ».

On dit que l'ailier possède un rythme brut et un excellent dribble (Image: Sportsfile via Getty Images)



Kone-Doherty n'est que le dernier ajout à l'équipe de jeunes de Liverpool alors que leur recrutement passe à une approche plus localisée après les changements de règles concernant les signatures de jeunes après le Brexit. Les joueurs étrangers de moins de 18 ans ne peuvent plus être achetés, ce qui signifie que Liverpool a regardé plus près de chez lui pour signer Kaide Gordon, Bobby Clark et Ben Doak depuis 2021.

S'exprimant avant le déménagement, Boyle a ajouté : « Liverpool, en particulier, privilégie la qualité à la quantité, ils ne privilégient pas les gros chiffres dans leur académie.

« C'est un mérite pour tous ceux qui ont travaillé avec Trent au fil des ans, depuis les entraîneurs de son club de garçons et tous les entraîneurs qui l'ont eu à Derry City, ils l'ont tous aidé dans ce voyage pour se rendre à Liverpool.

Le Los Angeles FC annonce la signature de Gareth Bale



Dans la soirée de samedi, Gareth Bale (32 ans) avait déjà vendu la mèche. Cette fois, c'est la franchise de MLS du Los Angeles FC qui vient d'officialiser, ce lundi, l'arrivée de l'attaquant international gallois (106 sélections, 39 buts) en Californie. L'ailier, libre après la fin de son aventure avec le Real Madrid, s'est engagé pour une saison en faveur de la franchise californienne, soit jusqu'en 2023. Ce deal est assorti d'une année supplémentaire optionnelle.

Dans la soirée de samedi, Gareth Bale (32 ans) avait déjà vendu la mèche. Cette fois, c'est la franchise de MLS du Los Angeles FC qui vient d'officialiser, ce lundi, l'arrivée de l'attaquant international gallois (106 sélections, 39 buts) en Californie. L'ailier, libre après la fin de son aventure avec le Real Madrid, s'est engagé pour une saison en faveur de la franchise californienne, soit jusqu'en 2023. Ce deal est assorti d'une année supplémentaire optionnelle.

Petr Cech quitte à son tour Chelsea

Après le président Peter Buck et la directrice Marina Granovskaia, c'est l'ancien gardien de but international tchèque Petr Cech, directeur de la performance de Chelsea, dont le départ a été annoncé par le club londonien lundi. L'ancien gardien de Rennes avait remporté 13 trophées avec les Blues en tant que joueur avant de rejoindre leur direction en 2019. « Cela a été un privilège d'officialier à ce rôle pour Chelsea lors des trois dernières années », a déclaré Cech, cité dans le communiqué. « Je sens que c'est le bon moment pour m'en aller. Je suis satisfait de voir que le club est maintenant en excellente position avec ses nouveaux propriétaires et je suis confiant sur le fait qu'il aura du succès à l'avenir sur et en dehors du terrain », a-t-il ajouté.



Après le rachat du club par un consortium emmené par l'homme d'affaires américain Todd Boehly au milliardaire russe Roman Abramovitch, Chelsea remanie son équipe dirigeante en plein mercato d'été. Boehly a pris la présidence du club et assure pour le moment les fonctions de directeur sportif par intérim.

Le club londonien qui n'a, pour le moment, enregistré que des départs, notamment en défense avec Antonio Rüdiger, au Real Madrid, et Andreas Christensen, en fin de contrat, va devoir

s'activer.

Troisième de Premier League l'an dernier, il devrait perdre Romelu Lukaku, recruté pour 115 M EUR à l'Inter Milan l'été dernier et qui devrait y retourner en prêt payant, après ne s'être jamais imposé en attaque. Parmi les pistes évoquées dans le sens des arrivées figurent le défenseur international français de Séville, Jules Koundé, celui de la Juventus, Matthijs de Ligt, l'attaquant du Barça Ousmane Dembélé et celui de Manchester City, Raheem Sterling.

Arsenal confirme la signature de Matt Turner alors que le gardien arrive dans un contrat de 7,5 millions de livres sterling



Arsenal a finalisé la signature du gardien américain Matt Turner dans le cadre d'un accord qui pourrait éventuellement valoir 7,5 millions de livres sterling.

Turner arrive à Arsenal en provenance de la MLS New England Revolution et il a signé un contrat de trois ans, avec l'option d'une année supplémentaire.

Arsenal paiera des frais initiaux d'environ 5,5 millions de livres sterling pour le joueur de 28 ans, mais cela pourrait atteindre plus de 7,5 millions de livres sterling en raison de modules complémentaires.

Turner devrait entrer et remplacer le gardien n° 1 d'Arsenal, Aaron Ramsdale, Bernd Leno étant susceptible d'être vendu cet été.

Fulham est l'un des nombreux clubs à avoir manifesté son intérêt pour Leno, qui a un an à courir sur son contrat actuel.

Turner a fait 18 apparitions pour les États-Unis depuis ses débuts internationaux en janvier 2021 et a joué un rôle clé dans la campagne de qualification réussie du pays pour la Coupe du monde au Qatar cette année.

« Matt est un gardien de but expérimenté qui apportera une grande qualité à notre équipe. Il a montré avec ses performances ces dernières années à la fois en MLS et au niveau international avec les États-Unis qu'il est un gardien de but qui nous donnera une force supplémentaire pour la saison prochaine », a déclaré le manager d'Arsenal Mikel Arteta.

« Nous souhaitons la bienvenue à Matt et à sa famille au club et nous sommes impatients de travailler ensemble dans les années à venir. »

Le directeur technique Edu a ajouté : « Nous sommes ravis que Matt nous rejoigne. Matt est un gardien de but avec des qualités et une expérience reconnues, qui sera un excellent ajout à notre équipe. Nous avons identifié Matt il y a quelque temps et avons travaillé dur pour nous assurer que son transfert était complet afin qu'il puisse nous rejoindre à temps pour notre pré-saison en juillet.

« Nous attendons maintenant avec impatience que Matt nous rejoigne, s'installe dans sa nouvelle maison et travaille avant la saison prochaine. »